HAL
open science

La dimension critique de la revue… vue de l'intérieur

Anne Clerval

To cite this version:

Anne Clerval. La dimension critique de la revue… vue de l'intérieur. Espaces et sociétés (Paris, France), 2021, n° 180-181 (1), pp.117-136. 10.3917/esp.180.0117 . hal-03269181

HAL Id: hal-03269181

https://hal.science/hal-03269181v1

Submitted on 28 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La dimension critique de la revue… vue de l'intérieur

Anne Clerval

Dans Espaces et sociétés 2020/1 (n° 180-181), pages 117 à 136
Éditions Érès

ISSN 0014-0481
ISBN 9782749267500
DOI 10.3917/esp.180.0117

Article disponible en ligne à l'adresse
https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2020-1-page-117.htm

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner…
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Érès.
La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

La dimension critique de la revue… vue de l'intérieur

Anne Clerval

Espaces et sociétés a été fondée par Henri Lefebvre et Anatole Kopp, un philosophe et un architecte-urbaniste, tous deux marxistes, en 1970. La revue se présente alors comme une « revue critique internationale de l'aménagement, de l'architecture et de l'urbanisation ». Pour fêter ses cinquante ans, la revue a souhaité faire un retour sur sa dimension critique. Ces cinq décennies l'ont vue passer d'une revue critique de la ville et de l'urbanisation, à l'engagement affiché, s'adressant aux praticiens de la ville – revue intellectuelle mais pas strictement universitaire – à une revue scientifique plus classique, suivant les normes d'évaluation internationales et classée par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres). La question de ce qu'est devenue son ambition critique peut donc être posée. La revue porte-t-elle encore cette ambition ? Comment celle-ci a-t-elle changé depuis sa création ? En particulier – même si cela n'épuise pas le sujet – quelle est la place aujourd'hui des approches marxistes qui l'ont vue naître et qui ont, depuis, connu le crépuscule des années 1980 dans l'ensemble des sciences

Anne Clerval, université Gustave-Eiffel, laboratoire Analyse comparée des pouvoirs.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

sociales françaises ? La revue est-elle touchée par le renouveau récent de ces approches, notamment en géographie ?

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, je n'ai pas voulu me limiter à mon seul point de vue – sans doute un peu marginal de surcroît – sur la revue. J'ai donc proposé aux membres du comité de rédaction de répondre à un petit questionnaire permettant d'éclairer l'hétérogénéité des points de vue coexistant au sein du comité, lui-même hétérogène en termes de disciplines et de degrés d'ancienneté dans la revue. Le questionnaire se présentait ainsi :

> 1. Précisez pour commencer quelques éléments de votre trajectoire sociale et géographique (milieu social d'origine, lieu où vous avez grandi, époque de formation universitaire, type et lieu de formation, trajectoire professionnelle et année d'arrivée dans la revue, socialisation politique et éventuellement militante, autres éléments importants selon vous) – *ces éléments ne seront pas diffusés et votre anonymat sera préservé.*
> 2. Quel sens donnez-vous à la perspective critique dans la recherche en sciences sociales (ou dans votre discipline) ? Si vous le souhaitez, associez à votre réponse quatre mots-clés et cinq références bibliographiques au maximum.
> 3. Quel regard portez-vous sur la revue et sa dimension critique (exemples de dossiers, d'articles, de discussions dans le comité de rédaction) ?

Si les réponses à ce questionnaire ont permis de nourrir cet article, il ne correspond pas pour autant à une véritable démarche d'enquête, moi-même n'étant pas spécialiste de l'analyse des revues scientifiques. Je l'ai complété par une exploration partielle des anciens numéros de la revue, qui, là encore, aurait dû être plus systématique pour pouvoir prétendre à l'objectivité. Le texte qui suit ne correspond donc pas rigoureusement aux critères d'un article scientifique.

Il s'agit d'un texte hybride entre une tentative de restituer la pluralité des points de vue dans le comité de rédaction et une interprétation qui part de mon propre point de vue. Pour ma part, c'est la perspective critique marxiste de l'aménagement, de l'urbanisme et plus généralement de la production de l'espace des débuts de la revue qui m'a donné envie de participer au comité de rédaction. J'ai, depuis, beaucoup appris en participant à celui-ci, tout en mesurant la distance qui sépare la revue d'aujourd'hui de celle d'il y a cinquante ans, en particulier pour sa portée critique. Je présenterai dans un premier temps l'hétérogénéité des positions sur la dimension critique de la revue, puis je tenterai d'apporter des éléments d'explication au fait qu'elle puisse l'être moins qu'auparavant, en développant davantage mon propre point de vue sur la question.

La polysémie de la critique dans *Espaces et sociétés*

Ce modeste questionnaire a reçu 17 réponses (dont la mienne) sur 22 membres du comité de rédaction. Six membres actuels du comité de rédaction n'ont pas répondu, trois anciens et trois tout récemment entrés dans le

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

comité. Un ancien membre qui s'est récemment retiré du comité a également répondu. Si on ne tient compte que des membres actuels, le taux de retour est de 77 %. Ce résultat est tout à fait satisfaisant, même s'il faut noter quelques réticences exprimées par certains membres, qui expliquent peut-être certaines non-réponses.

Les différentes représentations de ce qu'est la dimension critique en sciences sociales dans le comité de rédaction

Ces réponses sont intéressantes, car elles reflètent la pluralité des définitions de la dimension critique qui coexistent dans le comité de rédaction. Bien qu'aucune ne soit identique à une autre, on peut distinguer grossièrement deux types de positions différents. J'insiste sur le fait qu'il s'agit d'une ébauche de classement pour y voir plus clair et d'une hypothèse qu'il faudrait vérifier et affiner par une enquête plus approfondie.

La première est sans doute celle qui domine dans la revue et correspond plutôt à des membres anciens du comité de rédaction (ce sont dix réponses au questionnaire). La dimension critique est rattachée à des courants scientifiques comme la sociologie critique et, plus précisément, bourdieusienne, ou l'économie hétérodoxe. Dans le passage suivant, on saisit à la fois la critique sociale et la critique au sens scientifique du terme :

> En première réponse, je dirais que la dimension critique est inhérente à ma discipline, la sociologie, dont la finalité (cf. P. Bourdieu) est de dévoiler les mécanismes sociaux et tout particulièrement les mécanismes de domination et les rapports de domination. Cette dimension critique passe pour moi par la mise en œuvre de l'ensemble des actes qui constituent la démarche sociologique (cf *Le métier de sociologue*), et en particulier par la mise en œuvre de démarches empiriques et d'administration de la preuve. Dans ce cadre général, le traitement sociologique de certains sujets (à l'exemple des inégalités sociales ou territoriales) peut avoir une portée critique, d'ordre social, plus importante que pour d'autres sujets. Dans un autre sens enfin, mais lié à ce qui précède, la critique dans mon travail sociologique renvoie à la mise en débats des théories et des analyses sociologiques, passées et présentes. (Jean-Yves Authier, sociologue)

Plusieurs réponses oscillent ainsi entre un courant critique des sciences sociales et le rappel de cette dimension qui semble à beaucoup comme intrinsèque aux sciences sociales. Deux réponses en particulier insistent plus sur ce deuxième aspect en estimant que la démarche scientifique est critique par définition et mettent en avant un nécessaire examen critique (au sens scientifique) des approches qui s'affichent comme critiques (au sens politique). Je reproduis ici l'une de ces deux réponses, qui développe ce point de vue :

> Les sciences sociales, de par leurs projet et posture épistémologiques, ainsi que par leur méthodologie, constituent par définition une posture « critique » (même

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

s'il faut constater que ce n'est malheureusement pas toujours le cas). Que ce soit sous la forme de la « rupture épistémologique » (Durkheim) ou de la posture du sociologue en tant que « chasseur de mythes » (Elias), les chercheurs en sciences sociales sont censés produire une connaissance scientifique du fonctionnement des sociétés qui est, par définition, en décalage, rupture et critique du ou des discours et représentations dominants au sein de ces mêmes sociétés. En mettant au jour les mythes et *illusio* de « l'idéologie dominante » (Bourdieu), les chercheurs en sciences sociales produisent ainsi des discours, explications, représentations alternatives et donc « critiques » de ceux qui sont produits par les groupes sociaux dominants au sein de la société. Cependant, du fait de leur insertion dans les réalités sociales qu'ils analysent, les chercheurs en sciences sociales sont porteurs eux-mêmes de valeurs et de représentations sociales sur cette même société, et entretiennent donc un « rapport aux valeurs » particulier (Weber) dont ils doivent tenir compte dans la production de leurs analyses scientifiques du monde social. La posture critique implique donc également un travail constant d'auto-socioanalyse (Bourdieu). Tout cela m'amène à considérer que la posture « critique » des chercheurs en sciences sociales implique non seulement de déconstruire les mécanismes argumentatifs et les représentations de l'idéologie dominante (aujourd'hui généralement néo-libérale), mais également d'objectiver les conditions de production des discours qui se présentent comme « critiques » de cette même idéologie dominante. Il en résulte que, même dans nos sociétés du « capitalisme avancé », dominées par l'idéologie néo-libérale, *l'espace des postures critiques en sciences sociales* ne se résume pas à la critique de la « gauche radicale » (même si j'avoue y être personnellement assez sensible), mais devrait à mon sens également comprendre une analyse critique des « postures critiques », de manière notamment à essayer de prévenir la production de nouvelles formes de dogmatismes sous prétexte de lutter contre le dogmatisme (dominant). Je pense ici par exemple à certaines postures intellectuelles se présentant comme « radicales » dans les champs de l'écologie, de la lutte contre le racisme, de la lutte contre les discriminations sexuelles, ou encore certaines formes dogmatiques de féminisme. Ceci vaut également, à plus forte raison, pour les critiques de droite ou d'extrême-droite revendiquant une critique « décomplexée » des discours du prétendu « politiquement correct » (de gauche). (Stéphane Nahrath, politiste)

Plusieurs réponses de ce type soulignent l'importance de la pluralité des approches critiques, en général et dans la revue, s'opposant à tout dogmatisme.

Enfin, trois réponses dans ce groupe semblent les plus à distance d'une approche critique (au sens politique), soit en exprimant des réticences vis-à-vis de cette approche ou du mot « critique » lui-même, soit en en parlant uniquement au passé pour décrire un début de carrière, cette dimension disparaissant ensuite à propos du présent :

Pour moi c'est l'esprit critique qui doit primer dans tous les cas, y compris en primant sur une « perspective critique » qui critique sans faire preuve d'esprit autocritique. Les perspectives critiques autoproclamées ne sont pas nécessairement plus critiques que d'autres qui ne se proclament pas comme telles (exemple : l'analyse des représentations socio-spatiales doit être « critique », sans toujours

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

être dénonciatrice). Je crois que la posture la plus critique qu'on puisse avoir, surtout à l'époque de la post-vérité, c'est de garder la tête froide et de ne pas se laisser emporter ni par le romantisme révolutionnaire (la rébellion comme pose ou course en avant), ni par les effets de mode, ni par l'opportunisme, ni par le cynisme… (Jérôme Monnet, géographe)

J'ai hésité à présenter ces trois réponses comme un troisième type de positionnement dans la revue, mais plusieurs éléments les relient à cette première position, ne serait-ce qu'en termes de filiation intellectuelle.

La deuxième position que l'on peut identifier est le fait de membres généralement plus récents du comité de rédaction et insiste sur la dimension politique de la critique. Cela correspond à sept réponses (presque uniquement des femmes, dans une revue qui a été très longtemps dominée par les hommes) et c'est sans doute parmi celles et ceux qui partagent cette position – et savent que je la partage – que le taux de réponse a été le meilleur, avec des encouragements à mener cette enquête. Dans ce deuxième groupe, la définition de la dimension critique des sciences sociales est volontiers pragmatique, en renvoyant aux objets et aux démarches de recherche :

Je dirais que la perspective critique repose de mon point de vue sur deux choses, et ce quelle que soit la discipline :
– Travailler sur des objets, questions, terrains, qui relèvent d'enjeux sociaux et politiques saillants. Autrement dit qu'ils puissent nourrir, même indirectement, une réflexion proprement politique sur le monde social, à quelque échelle que ce soit.
– Que le point de vue adopté permette de penser les mécanismes de domination, et/ou de reproduction des inégalités, mais aussi de documenter les points de vue / réactions / résistances / souffrances… des « dominés » (la terminologie n'est pas tout à fait la mienne). (Florence Bouillon, socio-anthropologue)

Ce type de positionnement s'inscrit en faux contre l'idée que les sciences sociales seraient critiques par essence, insistant sur la nécessaire réflexivité des chercheurs :

Cette question pose un problème essentiel : existe-t-il la possibilité d'avoir une perspective critique en sciences humaines […] et sociales ? La réponse n'est pas si évidente, car il existe un consensus que s'inscrire dans les sciences humaines […] et sociales permettrait de développer d'emblée une position critique. Loin de là cette évidence, d'autant plus aujourd'hui dans un cadre de restriction budgétaire autant qu'intellectuel. (Fatiha Belmessous, historienne)

On retrouve ce positionnement, une définition pragmatique des approches critiques et l'affirmation de la dimension politique de ces approches, dans la réponse suivante :

Critique : toute recherche scientifique devrait l'être si on entend par là la mise en doute d'une réalité, d'un discours, pour en déconstruire les logiques. Mais ce n'est

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

pas suffisant et sans doute de moins en moins le cas : la recherche fonctionne de plus en plus sur des logiques d'appels d'offres, qui sont aussi dictées par le politique, orientent les crédits vers des thématiques « spécifiques », « innovantes », pour éclairer les choix politiques voire les valider.
La liberté du chercheur y est à la fois contrainte thématiquement, et prise dans des logiques de projets où les contraintes administratives, techniques, organisationnelles, peuvent prendre le pas sur l'élaboration plus libre d'une pensée critique. Face à certaines injonctions thématiques (par exemple, « intégration », « gouvernance », « scenarii » sont les principaux mots clés des appels des programmes européens H2020 sur les migrations), face à la croissance aussi de recherches en SHS [sciences humaines et sociales] aux fortes composantes techniques, modélisatrices, qui ne posent guère la question du politique, il est important de réaffirmer une posture critique qui puisse :
1. Partir d'un besoin de déconstruire, dénoncer, démontrer les mécanismes et les processus de domination, de reproduction voire d'accentuation des inégalités ;
2. Et redonner la parole à ceux qui ne l'ont pas – dominés, marginalisés, invisibles…, ou parfois simplement citoyens, résidents (donc se placer du côté du perçu et du vécu, pour rendre à l'espace social son envergure, face au conçu, pour reprendre la triplicité spatiale de Lefebvre) : pour redonner légitimité à leurs discours/actions, droits ; pour rétablir une plus grande égalité des « voix » qui permette de dialoguer avec / se confronter à des voix plus dominantes.
Il y a ainsi une dimension sociale et politique dans la recherche critique. Il s'agit plus d'une démarche que d'objets spécifiques a priori, même si certains objets sont de fait privilégiés pour donner voix aux espaces et aux populations qui ne l'ont pas, ou dont la voix est principalement « produite sur eux » plus que « produite par » et avec eux. La recherche critique suppose ainsi un certain engagement […]. L'enjeu de la pensée critique est sans aucun doute avivé par la néolibéralisation, le creusement des inégalités, les dérives autoritaires et les discours prégnants d'autorité, ou certaines formes de galvaudage de la citoyenneté. (Virginie Baby-Collin, géographe)

Cette affirmation de la dimension politique de la critique s'accompagne d'un discours critique sur l'état du monde qui ne se limite pas à la recherche scientifique. On peut aussi penser que le contexte de production de la recherche, évoqué dans ce dernier extrait, joue un rôle sur la position de collègues plus récemment entrés dans le métier que les précédents. Comme dans la position précédente, les références théoriques auxquelles se réfèrent les membres du comité de rédaction sont plurielles. Seules deux réponses intègrent explicitement un cadre de réflexion marxiste, sans toutefois s'y limiter.

Ces deux types de positionnement sont pluridisciplinaires dans la revue, bien que les sociologues dominent le premier et soient peu présents dans le second. Cela est probablement moins lié aux disciplines en général qu'à l'histoire de la revue puisque les membres plutôt récents qui s'inscrivent dans le deuxième type de positionnement correspondent à une volonté d'élargissement disciplinaire du comité de rédaction.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

Quelques éléments d'interprétation

Pour tenter d'objectiver ces différents positionnements, j'ai cherché à établir des liens avec la trajectoire sociale et la socialisation politique des membres de la revue. Cet exercice est périlleux étant donné l'étroitesse de l'échantillon.

Parmi les membres qui ont répondu au questionnaire, neuf sont issus d'un milieu assimilable à la classe d'encadrement à fort capital culturel (Bihr, 1989 ; Bourdieu, 1979). Parmi eux, seuls trois ont exprimé un positionnement mettant en avant la dimension politique de la critique (type 2). Quatre autres membres du comité viennent plutôt d'un milieu de petites classes moyennes (Cartier *et al.*, 2008) et ils ont majoritairement exprimé un positionnement du premier type (courant scientifique). Enfin, quatre membres sont issus des classes populaires et ils ont majoritairement exprimé un positionnement du second type (dimension politique de la critique). L'origine populaire apparaît assez logiquement comme un facteur d'engagement pour des chercheurs qui ont vécu une ascension sociale.

Plus déterminante apparaît la socialisation politique. Tous les tenants de la dimension politique de la critique ont connu une socialisation politique à gauche du PS, soit du fait de parents militants de gauche, soit par une proximité avec des milieux militants à la gauche de la gauche, soit encore par une expérience militante directe dans ces milieux. Dans le premier groupe, mettant en avant la dimension scientifique de la critique, cette information est moins souvent renseignée (y compris pour la socialisation primaire). Et on trouve des profils politiques de milieux d'origine plus variés, allant de la droite à la gauche de gouvernement, et presque pas d'expérience militante ou de proximité avec les milieux militants (sinon d'un parti de la gauche de gouvernement).

Finalement, les trajectoires sociales et la socialisation politique des membres du comité de rédaction qui ont répondu au questionnaire sont à la fois diverses et plutôt représentatives du milieu des chercheurs et des chercheuses en sciences sociales. En particulier, quasi tou·tes se positionnent à gauche, bien que de façon large et plus ou moins engagée. De ce fait, le comité de rédaction actuel paraît plus critique ou plus ouvert à la critique sociale que le champ des études urbaines en général (même si cela demande à être objectivé). L'influence de la sociologie critique reste importante, même si c'est bien plus la sociologie bourdieusienne que la sociologie marxiste et qu'elle n'implique pas nécessairement une démarche d'engagement.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

Une revue moins critique ?

Un constat qui traverse la plupart des questionnaires

À part un ancien membre qui s'inscrit en faux par rapport à l'idée que la revue se serait normalisée, la plupart des réponses aux questionnaires font état d'une revue qui serait moins critique qu'auparavant. Cela concerne à la fois les thèmes des dossiers, dont la portée critique est jugée comme très inégale, et les discussions internes au comité de rédaction. Un ancien membre écrit notamment :

> Face aux discours médiatiques, politiques, communs (et idéologiques), la revue conserve, de mon point de vue, par son travail de production scientifique une dimension critique. Sa portée critique est naturellement renforcée lorsqu'elle traite de dossiers dans lesquels la question des dominations et des rapports de domination occupe une place importante, par exemple dans le dossier sur la gentrification urbaine, ou dans les dossiers « Où est passé le peuple » et « Logement et inégalités ».
> Mais cette dimension critique me semble précisément aujourd'hui moins présente dans le choix des thématiques des dossiers, qui relève, le plus souvent, moins de considérations « politiques » que de contingences temporelles ou individuelles. Et elle est aussi beaucoup moins présente dans les discussions, qui ont lieu dans le comité de rédaction, sur les articles des numéros en préparation, discussions où la logique gestionnaire me semble trop souvent se substituer à la logique scientifique. Autrement dit, je regrette les débats enflammés (entre Jean-Pierre Garnier, Sylvia Ostrowetsky, Jean Remy, Alain Bourdin, Pierre Pellegrino…) de mes premières années à *Espaces et sociétés* ! (Jean-Yves Authier, sociologue)

Une membre plus récente va dans le même sens :

> À mon arrivée au sein de la revue, j'étais très enthousiaste à l'idée de confronter mes points de vue aux autres chercheurs, issus de cultures, trajectoires, histoires forcément différentes ; malheureusement mon enthousiasme fut rapidement freiné par la réalité et les discussions administratives et/ou l'harmonisation de règles communes ayant occupé un temps (trop) long lors des réunions. La vie d'une revue, c'est d'abord l'acceptation de modalités à partager, le passage en revue des dossiers en cours, des moments nécessaires mais chronophages au regard d'une réunion.
> Que penser de la dimension critique de la revue ? Paradoxalement, je n'ai pas souvenir d'avoir participé à un quelconque échange là-dessus, comme si le titre de la revue était suffisant pour en faire une revue critique aujourd'hui. Étant donné que cette dimension fait partie du travail du chercheur, pour quelle raison devrait-on y réfléchir ? Je crois, au contraire, qu'il est nécessaire de s'y attarder, car les débats auxquels j'ai assistés ont révélé des divergences réelles entre membres du comité (lors de discussions sur l'évaluation d'articles ayant trait à des sujets sociétaux avec des commentaires parfois virulents […]). Les discussions sur la féminisation des termes m'ont laissé un goût amer, comme si porter ces questions était considéré comme superflu.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

> Et comment situer la perspective critique de la revue afin qu'elle se différencie des revues existantes ? Et est-il nécessaire d'accoler cette notion au titre de la revue ? Sincèrement, je n'ai pas perçu cet engagement durant les réunions du comité et je suis preneuse de débats contradictoires. (Fatiha Belmessous, historienne)

Une autre collègue arrivée récemment fait le même constat : elle s'attendait à des discussions plus animées sur la dimension critique de la revue (Sophie Chevalier, anthropologue). Il faut néanmoins préciser que la revue traverse une période difficile ces dernières années, en l'absence de secrétariat de rédaction, ce qui explique le temps plus important consacré en réunion à des questions logistiques, aux dépens des débats de fond.

Pour autant, avant cette période délicate, j'ai moi-même pu constater que ces débats étaient surtout portés par Jean-Pierre Garnier, qui a quitté la revue un peu avant la publication du dossier que nous avions coordonné ensemble, « Où est passé le peuple ? » (n° 156-157, 2014). Jean-Pierre Garnier faisait partie des membres les plus anciens du comité de rédaction : entré en 1978, au moment où Raymond Ledrut succède à Henri Lefebvre et Anatole Kopp, pour la diriger, il a toujours été un héritier de Lefebvre et des approches marxistes en sociologie urbaine. Il était aussi partisan d'une politisation assumée des sciences sociales, la dimension critique étant synonyme d'un engagement politique. C'est par lui que j'ai connu la revue et que je suis entrée au comité de rédaction en 2010. Dans les dernières années de sa participation au comité de rédaction, Jean-Pierre Garnier n'avait de cesse de pousser le comité à être plus critique, que ce soit dans les choix de sujet de dossier ou dans l'évaluation des articles. Il était habitué à des prises de parole volontairement provocatrices destinées à réveiller ses collègues qu'il voyait comme des petits bourgeois. Cela suscitait souvent des crispations et, pourtant, il est plusieurs fois mentionné dans les réponses au questionnaire, y compris par des membres tenants d'une position plutôt modérée, qui regrettent les discussions qu'il suscitait (comme l'indique l'extrait cité ci-dessus).

La dimension critique de la revue apparaît aujourd'hui tributaire du choix des thèmes de dossier. Les numéros les plus cités pour illustrer cette dimension sont : « Usages populaires de l'espace » (n° 144-145, 2011), « Où est passé le peuple ? » (n° 156-157, 2014), « Logement et inégalités » (n° 170, 2017), « Zone : l'espace d'une vie en marge » (n° 171, 2017) et « Migrants et accès à la ville » (n° 172-173, 2018). Ces deux derniers numéros ont d'ailleurs suscité des réticences dans le comité de rédaction, voire des tentatives pour atténuer la portée politique d'un éditorial.

Plusieurs réponses au questionnaire pointent les angles morts de la revue : les questions de genre, l'espace rural, les enjeux écologiques, l'analyse critique des grandes firmes, les pays du Sud en général. J'ajouterais que, plus généralement, la revue est pour l'instant passée à côté des grands débats qui animent la recherche critique aujourd'hui : le genre bien sûr, mais aussi le racisme

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

systémique ou les rapports de « race » et leur articulation avec les rapports de classe, sans parler de la théorie des points de vue situés, des recherches sur la décolonisation qui remettent en question l'euro/américano-centrisme, y compris dans les études urbaines. Elle est par ailleurs éloignée des luttes sociales. Si un numéro avait été produit sur les émeutes en banlieue de 2005 (nº 128-129, 2007), on ne retrouve pas l'équivalent pour la lutte emblématique de Notre-Dame-des-Landes et, plus généralement, les luttes contre les grands projets d'aménagement (« inutiles et imposés ») ou pour les luttes urbaines qui réactualisent aujourd'hui l'idée de « droit à la ville » chère à Lefebvre. Enfin, la revue s'est peu ou pas fait l'écho du renouveau des approches marxistes en géographie avec la traduction en français de plusieurs ouvrages de David Harvey, qui s'est beaucoup inspiré de Lefebvre et a contribué à le faire redécouvrir en France. La revue est ainsi restée à l'écart du cinquantenaire de la publication du *Droit à la ville* en 2018, célébré par plusieurs colloques (eux-mêmes plus ou moins critiques).

Une évolution conforme au monde de la recherche en sciences sociales

Ce déclin de la portée critique de la revue va dans le sens des principales évolutions du monde de la recherche en sciences sociales aujourd'hui. Comme le constate un membre du comité de rédaction :

> Il me semble que aussi bien les numéros publiés que les discussions au sein du comité de rédaction témoignent d'une conception « pluraliste » de ce qui constitue une posture « critique ». Si cet « équilibre » (et respect me semble-t-il sincère) entre les différentes formes de postures critiques peut déboucher parfois sur une explicitation plus « feutrée » de la critique – notamment du capitalisme : en cela la revue n'échappe pas à la pression de l'idéologie dominante et de l'hégémonie du « référentiel global » (Muller) du néo-libéralisme –, nous avons su éviter les pièges d'une posture critique dogmatique et crispée sur des principes trop rigides – ceci au risque probablement de perdre parfois en percutance… Cela est probablement dû au caractère interdisciplinaire de la revue. En effet, il est probable que les postures critiques ne se construisent pas – ou plus depuis « l'effondrement » (momentané en tout cas) des « grandes idéologies » transversales comme le marxisme – de la même manière dans les différentes disciplines des sciences sociales. (Stéphane Nahrath, politiste)

Depuis sa création en 1970, *Espaces et sociétés* a connu une trajectoire de professionnalisation et d'« académisation » afin de correspondre aux normes des revues scientifiques, que ce soit dans son organisation ou dans les procédures d'évaluation. La succession des réformes managériales de l'Université et de la recherche a entraîné une pression croissante à la publication et donc des contraintes croissantes pour les revues scientifiques (devenues, malgré elles, des instances participant à la sélection des chercheurs et des chercheuses). De fait, le comité de rédaction s'est élargi en cherchant de plus en plus des

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

compétences spécifiques pour l'évaluation des articles, sans souci de cohérence autour du projet critique de la revue – qui n'est plus évoqué depuis longtemps. Le comité de rédaction a connu un vieillissement de ses anciens membres et une routinisation, et n'a pas choisi de viser en particulier de jeunes collègues pour se renouveler et trouver une nouvelle énergie. Même si les collègues entrent au comité de rédaction à un âge moins avancé qu'auparavant, très peu des membres récents y sont entrés juste après leur thèse, comme c'était mon cas.

En outre, le fonctionnement collectif de la revue rencontre des difficultés mises en lumière par la vacance du poste de secrétaire de rédaction, due à la politique managériale des revues au CNRS et à l'insuffisance des postes qui leur sont alloués. Si l'organisation de quatre réunions annuelles d'une journée entière est propice à l'interconnaissance et aux débats de fond et pourrait favoriser la cohésion du groupe autour d'un projet bien défini pour la revue (une ligne éditoriale), les difficultés récentes révèlent plutôt l'absence d'habitude de répartition collective des tâches et de cohésion collective. Cela peut s'expliquer aussi par l'évolution du monde académique, l'augmentation de la charge de travail, le morcellement des tâches de chacun·e et la perte de sens du métier. Malgré l'attachement partagé à la revue et un fonctionnement collectif bienveillant, l'individualisme prime largement l'autogestion (qui ne fait clairement pas partie des savoir-faire du comité de rédaction). On est assez loin du « collectif de rédaction » affiché dans les premiers numéros de la revue. Mais cela est sans doute une conséquence de la perte de projet collectif mobilisateur pour la revue, en particulier autour d'un objectif clair de critique sociale, plutôt qu'une cause de cela. De ce point de vue, la revue apparaît concurrencée par des revues plus récentes, numériques, et dont la ligne éditoriale critique est bien plus affirmée comme *ACME (An International Journal for Critical Geographies)* (créée en 2002), *L'Espace politique* (en 2007) ou *Justice Spatiale / Spatial Justice* (en 2009) – qui sont d'ailleurs des revues de géographie plus que de sociologie.

En somme, le recul de la portée critique d'*Espaces et sociétés* n'est pas voulu mais résulte plutôt d'une lente évolution qui s'est faite en suivant les exigences d'une revue scientifique avant d'être critique. Cette dimension de la revue repose sur des initiatives individuelles de propositions de dossiers, dans une atmosphère collective qui y reste plutôt favorable dans l'ensemble, sans être animée par un projet critique commun bien défini.

Une évolution déjà ancienne

Néanmoins, il est nécessaire de rappeler que ce recul (tout autant que le maintien d'une volonté critique dans la revue) n'est pas récent. La période la plus engagée pour la revue a été celle de ses toutes premières années, entre 1970 et 1978, quand Henri Lefebvre et Anatole Kopp la dirigeaient en s'appuyant

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

sur un « collectif de rédaction » assez réduit et principalement marxiste. Les premiers numéros affirment une ligne éditoriale claire, de critique marxiste de la production urbaine. Les thèmes traités portent sur les rapports de classe, l'impérialisme, les mouvements sociaux et la critique de l'urbanisme. La cohérence de la revue était alors suffisante pour que de nombreux numéros ne forment pas un dossier thématique mais se composent de plusieurs articles varia. Cette période a forgé un imaginaire de revue engagée qui, si elle n'a pas cessé de l'être du jour au lendemain, s'est nettement affadi en se diversifiant et en se professionnalisant au fil des décennies. En 1985 (nº 46), une réorganisation de la revue entraîne ainsi un changement du sous-titre, qui passe de « revue critique internationale de l'aménagement, de l'architecture et de l'urbanisation » à « revue scientifique internationale » – et non « revue critique internationale » comme l'affirme à tort l'éditorial du numéro célébrant le trentenaire de la revue (nº 101-102, 2001, p. 10). Ce sous-titre très général disparaît de la couverture pour figurer en page 3 et il est complètement supprimé en 1992. Toujours en 1985, le « collectif de rédaction » devient « comité de rédaction » et est traduit en anglais par *Editorial Board*, les correspondants jusqu'ici plutôt provinciaux deviennent plus internationaux et sont traduits par *Editorial Advisory Board*. On sent nettement une volonté de s'aligner sur les standards internationaux des revues scientifiques.

Rappelons aussi que la revue a été longtemps dirigée par Raymond Ledrut (de 1978 à sa mort en 1987), puis par Jean Remy (1987-2002), deux sociologues qui n'étaient pas marxistes et qui n'ont pas laissé un héritage critique comparable à celui de Lefebvre, capable de dépasser leur seule discipline. Raymond Ledrut était d'ailleurs plutôt un concurrent qu'un continuateur de Lefebvre : il pensait la sociologie urbaine comme devant éclairer les choix des planificateurs urbains, et non comme une science critique de la planification urbaine (Topalov, 2013). Il a dirigé la revue au moment de l'accession de la gauche au pouvoir en France et de la fin de la sociologie urbaine marxiste, que Christian Topalov (qui participa au comité de rédaction de la revue de 1973 à 1980) qualifie d'« étoile filante » (*ibid.*). Jean Remy est connu pour avoir contribué à fonder la sociologie de la transaction sociale dans un centre de recherche créé à l'initiative de l'Église catholique de Belgique (Remy *et al.*, 1978). Également praticien, il a participé activement au projet de ville nouvelle de Louvain-la-Neuve. Outre l'idée de négociation entre cadres structurels, institutions et logiques d'acteurs, il a été le promoteur d'une réflexion sur l'espace et sur l'action sur l'espace en sociologie (Remy, 1998). Cela a sans doute influencé le projet de la revue *Espaces et sociétés*, qui met beaucoup plus en avant la promotion de l'espace comme objet dans les sciences sociales qu'un projet de critique sociale.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

Dans le numéro 48-49, « Bilan et perspectives »[1], préparé par Ledrut mais qui paraît après sa mort en 1987, la présentation du numéro se termine ainsi, sur un manifeste pour la prise en compte de l'espace dans l'analyse des sociétés :

> L'Espace est partout, mais on esquive trop souvent sa réalité et sa présence. On l'abandonne rapidement pour s'attacher aux structures déspatialisées. Les promoteurs actuels de cette revue, sous sa nouvelle forme, prouvent, en prolongeant et en développant l'intention de ses fondateurs que la spatialité des actes, des œuvres et des institutions humaines doit être prise au sérieux. Trop souvent on traite de la vie des sociétés et des hommes comme si l'Espace y avait peu de part. Il ne faut pas sacrifier trop vite la forme au concept, même si celui-ci est nécessaire à la théorie comme à la pratique. Tout ce qui se passe dans l'existence et la conscience de l'homme a quelque rapport à l'Espace – direct ou indirect. Il faut y prêter attention. Bien évidemment il s'agit là d'un regard spécifique, qui n'est qu'un regard parmi d'autres. Mais c'est la fonction et la tâche de cette revue de jeter ce regard original et selon nous indispensable. (Espaces et sociétés, 1987, p. 8-9)

La question de la dimension critique est reléguée en fin de numéro dans une rubrique de « débat sur les orientations de la revue ». Elle consiste en une succession de prises de position individuelles sans lien entre elles, qui sont déjà très éclectiques : Jean-Marc Offner, urbaniste, défend l'idée d'une approche politique de l'espace, notamment en développant une analyse du pouvoir local (on est aux débuts de la décentralisation) ; Pierre Riboulet, architecte et urbaniste, propose de s'intéresser davantage aux formes et à leur autonomie ; François Seguret, philosophe et urbaniste, s'intéresse quant à lui à ce qui se joue dans la représentation de l'espace, en particulier au début du développement du numérique ; Pascal Amphoux, architecte et géographe, défend une approche connotative de l'espace qui prend des accents postmodernes ; Georges Benko, économiste et géographe, plaide pour continuer de répondre à la demande sociale, c'est-à-dire confronter la recherche à l'aménagement opérationnel ; François Lautier, sociologue, constate la disparition du public de la revue (à savoir le champ de la recherche urbaine et des aménageurs, qui s'est considérablement réduit selon lui) ; et Raymond Ledrut réaffirme la portée critique et politique de la revue, s'inscrit dans l'héritage de Lefebvre, mais ne dit pas explicitement s'il s'agit de faire une critique du politique ou de mettre la recherche critique au service du politique, débat qui traverse la revue

1. La revue a changé d'éditeur lors du précédent numéro, passant d'Anthropos à Privat. Les éditions Anthropos étaient dirigées par Serge Jonas (qui fit partie du collectif de rédaction de 1970 à 1985) et, engagées à gauche, elles publièrent la plupart des œuvres de Lefebvre, ainsi que les revues qu'il fonda comme *L'Homme et la société* (créée en 1966 et aujourd'hui publiée par L'Harmattan) et *Autogestion* (1966-1986), avant de disparaître dans les années 1980. Les éditions Privat sont une maison d'édition toulousaine spécialisée dans l'histoire des villes et des régions, sans engagement politique particulier (Raymond Ledrut était en poste à Toulouse, comme la secrétaire de rédaction, Odile Saint-Raymond).

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

de façon récurrente comme on le verra. Finalement, la position de Guy Jalabert, géographe, semble être la plus proche du projet initial de Lefebvre et Kopp, insistant sur l'importance de la critique de l'aménagement, de l'architecture, de l'urbain et donc de la société, selon une approche dialectique. Il déplore le déclin de ce type d'approches et fait le lien avec le contexte historique :

> Or, il semble que, en ce domaine, les chercheurs ne se bousculent plus. Est-ce l'effet de la concurrence ? Est-ce le ralentissement des financements étatiques, après la période des mannes lourdes des années 1960 ? Est-ce l'intégration de maints chercheurs, au CNRS notamment, en cours de « conversions thématiques » ? Ou bien, plus profondément, faudrait-il admettre qu'en période de crise d'une part, de « gauche » au pouvoir d'autre part, les schémas et les méthodes d'analyse naguère utilisés en période d'expansion, ne « collent » plus à la réalité économique et sociale du moment ? Autrement dit, il était plus facile de démonter les processus de l'urbanisation capitaliste, d'analyser la question urbaine à la récente belle époque de l'urbanisme gaulliste et pompidolien (les rénovations, les monopolvilles, les promoteurs, la planification utopique et technocratique mais triomphante) qu'à celle plus molle du giscardisme ou celle, mal lisible, du pouvoir actuel ? Le marxisme d'analyse et de critique sociale serait-il plus opératoire, au fond – et cela est logique – en période où sont dégagés des surplus, où l'appareil productif libère des plus-values investissables dans la production du cadre bâti, et créatrices des surprofits fonciers et immobiliers, qu'en période de restructuration de l'appareil productif et, conséquemment, de crise sociale ? On comprend dès lors qu'une partie de la recherche se déporte vers l'analyse du « redéploiement », des nouvelles recompositions du système industriel, de l'emploi, du chômage. (Jalabert, 1987, p. 332)

Il poursuit en critiquant directement certaines orientations de la recherche urbaine au début des années 1980, qui se sont épanouies par la suite dans *Espaces et sociétés* :

> Mais comment expliquer que pour une autre partie, la place soit laissée tout à coup à des explications du social et de l'urbain qui ne doivent plus rien ou presque aux macro-structures, pour s'articuler au micro-psychologique, au quotidien, à l'ethnologique, au mieux à l'anthropologique, au pire à un behaviorisme fleurant bon le libéralisme ambiant ? Ainsi du local comme lieu autonome du social, auto-développable, et tant soit peu naïvement quelquefois ruralo-passéïste. […] Mêmes remarques pour ces multiformes classes moyennes, étudiées au microscope, – et c'est une nécessité si l'on veut saisir de manière fine l'espace social – dans leur mode de vie, mais dont il faut rappeler qu'elles ne sont pas le produit de tel quartier ou telle périphérie, mais bien de la division, plus que jamais en cours, technique et sociale du travail. Et d'ailleurs, que l'on ne s'y trompe pas : cette compétence acquise dans le travail qu'on s'accorde à voir réinvestie par ces classes néo-petites bourgeoises dans le hors-travail – les associations, la gestion municipale, les appareils socio-culturels – n'est-ce pas l'extension des normes du secteur productif à la reproduction sociale, même déformées, adaptées, révisées ? (*Ibid.*, p. 333)

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

L'affirmation de la revue dans la promotion de l'espace comme objet privilégié se retrouve en 2004, dans l'avant-propos publié à l'occasion du changement d'éditeur de la revue[2] :

> Nous évoluons pour mieux affirmer notre identité propre. Nous gardons l'ambition de contribuer à la création d'une « science de l'espace » (peu importe son nom) qui soit résolument ancrée dans le champ des sciences humaines et sociales. Cette science a nécessairement une dimension critique. (*Espaces et sociétés*, 2004, p. 7)

Cette dimension critique n'est pas défendue autrement que par la citation des titres des dossiers à venir cette année-là, qui renvoient à des questions de société. Et, comme si elle rimait trop avec dogmatique, la suite précise :

> « Critique » ne rime pas avec « sectaire », ni sur le plan politique, ni sur le plan scientifique. Nous tenons à rester une revue pluraliste et plurielle, ouverte à la confrontation et au débat entre disciplines différentes mais complémentaires. Nous publions des articles d'anthropologues, d'architectes, d'économistes, de géographes, de philosophes, de sociologues, d'urbanistes ; nous sommes prêts à accueillir des auteurs traitant de l'espace social avec d'autres approches. Nous cherchons à aller au-delà de la simple publication de textes exprimant des points de vue divergents et à structurer un débat productif entre disciplines différentes et entre théories opposées. Ici aussi, nous espérons que cette critique positive attirera de nouveaux lecteurs. (*Ibid.*, p. 8)

Cette orientation semble être celle qui prévaut encore aujourd'hui, bien qu'il soit permis de douter de la capacité de la revue à « structurer » un débat, du moins dans le champ des approches critiques, qui lui échappe en grande partie. En 2002, un comité de direction tripartite remplace Jean Remy, il est composé de Maurice Blanc, Catherine Bidou-Zachariasen et Alain Bourdin (auxquels se joint en 2012 Jean-Yves Authier), qui sont toujours membres du comité de rédaction aujourd'hui. De 2002 à 2015, Joëlle Jacquin assure le secrétariat de rédaction, succédant à Odile Saint-Raymond. Ce secrétariat n'est plus collectif comme dans les débuts de la revue : au contraire, l'investissement et l'efficacité de Joëlle Jacquin sont tels que les membres du comité de rédaction prennent l'habitude de se reposer sur elle dans une nette division du travail. Depuis son départ et la vacance du secrétariat de rédaction, le comité peine à retrouver un fonctionnement collectif. La direction collégiale de la revue a cependant été réaffirmée et renouvelée depuis 2015, avec un changement tous les deux ans. Pour l'instant et compte tenu des difficultés qu'elle rencontre, cela ne s'est pas accompagné de l'affirmation d'une ligne éditoriale claire, ni d'un projet critique partagé pour la revue.

2. De 1988 à 2003, la revue a été publiée par L'Harmattan. En 2004, le comité de rédaction décide de changer d'éditeur pour érès, à nouveau une maison d'édition toulousaine, cette fois spécialisée dans les sciences humaines, connue notamment pour ses publications en psychiatrie et en psychanalyse.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

Et des désaccords de fond qui persistent

Dans sa réponse au questionnaire, l'ancien rédacteur en chef, Maurice Blanc, m'a renvoyée au débat qu'il avait eu avec Jean-Pierre Garnier dans le numéro du trentième anniversaire de la revue en 2001 (nº 101-102), en me disant qu'il n'avait rien à changer à ce qu'il avait écrit alors. Jean-Pierre Garnier y développait une position radicale, appelant à une critique sans concession des formes de domination dans le champ urbain, refusant toute compromission avec le pouvoir et, notamment, les aménageurs. Il s'opposait vertement à la « coopération conflictuelle » proposée par Maurice Blanc et proposait une analyse de classe de l'affadissement de la critique dans la recherche urbaine (plus amplement développée dans « La volonté de non-savoir », Garnier, 2008) :

> Un bref rappel socio-historique s'impose donc. Sauf à imaginer que cette nouvelle « rupture épistémologique » ait pris place dans l'éther des idées pures, il faut bien admettre qu'elle n'est pas sans rapport avec les reniements, les revirements et les ralliements qui ont jalonné le retour des intellectuels « révolutionnaires » d'antan – très présents, comme chacun sait, dans la sociologie urbaine française post-soixante huitarde – au bercail d'une « démocratie » qualifiée jadis par eux de « formelle ». Cette conversion idéologique s'inscrivait dans la restructuration des alliances de classes et la recomposition du bloc au pouvoir qui se sont opérées en France au cours de la décennie 1970-80, et dont l'arrivée de la gauche aux responsabilités gouvernementales en 1981 constituera le parachèvement politique. La petite-bourgeoisie intellectuelle, qui végétait jusque-là comme fraction dominante des classes dominées, a pu alors accéder au rang de fraction dominée des classes dominantes. Cette promotion conduisit ses élites à se délester du radicalisme critique des années de « contestation » au profit d'un « recentrage » politico-idéologique sur lequel, pour en avoir amplement traité ailleurs, je ne reviendrai pas ici. Le processus n'a évidemment pas épargné le petit monde des chercheurs en sciences sociales, malgré la prétention affichée par la majorité d'entre eux à conserver une position de « recul » face à l'évolution du monde capitaliste. Disons tout de suite, pour faire court, que, face aux sollicitations diverses, à la fois d'ordre institutionnel, financier et symbolique, auxquelles ils étaient soumis, en raison de l'irrésistible ascension de leur classe d'appartenance – ses élites politiques n'étaient-elles pas enfin admises à régner, à défaut de diriger ? – leur volonté de maintenir cette « distance » n'a pas tenu la distance. (Garnier, 2001, p. 41-42)

Face à cette position, Maurice Blanc dénonce la coupure entre chercheurs tenants d'une critique radicale et acteurs de la ville et appelle à un dialogue entre ces deux mondes pour trouver des « solutions » (Blanc, 2001, p. 17). Ce faisant, il s'inscrit dans la filiation de Raymond Ledrut (qui fut son directeur de thèse) et de Jean Remy. Il évoque des démarches de recherche appliquée ou de recherche d'intervention fort différentes ; il est beaucoup question du dialogue avec les acteurs de l'aménagement du territoire, mais aussi d'interventions

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

dans des institutions sur le mode du théâtre de l'opprimé, dans lequel l'autogestion et la libre expression ont un rôle de prise de conscience des rapports de domination par les personnes concernées : « Malgré leur grande diversité, toutes ces pratiques d'intervention à chaud donnent une place privilégiée à la critique et au conflit pour à la fois changer la société et produire des connaissances nouvelles sur elle » (*ibid.*, p. 26).

Je me permets de développer ici mon propre point de vue sur cette controverse. Certains éléments du texte de Maurice Blanc (2001) méritent une discussion et révèlent à mon sens des désaccords de fond qui persistent. D'une part, il pointe l'isolement des chercheurs critiques dans leur tour d'ivoire, mais cela n'est valable ni pour Marx ni pour Bourdieu par exemple. Il relie cela au discrédit qu'a subi la recherche appliquée. S'il me semble qu'il a raison de dénoncer, comme l'a fait Michel Amiot (1986), l'étrange collusion entre des sociologues marxistes de l'urbain et la commande d'État, d'autres ont aussi montré comment des chercheurs – géographes cette fois, et sans ambition critique – s'étaient mis au service de l'État et avaient construit leur carrière sur la légitimation des politiques d'aménagement du territoire (Massardier, 1996). Et Jean-Pierre Garnier (2008) a montré comment cette collusion avec la commande d'État a conduit bien des chercheurs marxistes à entrer dans le rang.

D'autre part, Maurice Blanc reproche à Jean-Pierre Garnier de ne donner aucun outil pour faire advenir la révolution qu'il appelle de ses vœux et il prône, au contraire, une « coopération conflictuelle » avec les acteurs sociaux – qui sont, selon lui, les élus, les aménageurs ou les habitant·es – pour produire un changement effectif. Il me semble qu'il y a là une double confusion. La notion de « coopération conflictuelle » a été proposée par Jean Remy pour analyser des transactions sociales, comprendre comment les acteurs composent avec des institutions et des structures qui les dépassent. Cela n'est pas à mon sens un concept opérationnel mais un analyseur du réel. Une chose est d'analyser les compromis effectués par les acteurs en train d'agir, une autre est de prôner ces compromis comme seul moyen d'avancer. Plus encore, la confusion porte sur les acteurs avec lesquels les chercheurs critiques peuvent construire un dialogue fécond. Réduire l'action à ceux qui en sont officiellement en charge (notamment les élus) ne peut en effet que conduire à voir la critique radicale de l'État comme isolée dans sa tour d'ivoire. Maurice Blanc inclut les habitant·es dans les acteurs à part entière de l'aménagement, et s'il reproche à Jean-Pierre Garnier son isolement, c'est bien qu'il pointe son refus catégorique de traiter avec les élus ou les aménageurs (et non avec les collectifs d'habitant·es). Or, développer une recherche critique intégrant la question du pouvoir implique nécessairement la mise à distance des instances du pouvoir politique ou économique. Coopérer avec ces instances en pensant pouvoir « changer les choses » dans un sens progressiste ne peut se faire qu'avec une claire conscience de l'état des rapports de force et des marges de manœuvre qui existent au sein de l'État et du monde social en général. Aujourd'hui, la succession des défaites des grands mouvements sociaux

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

d'émancipation, les reniements en série de la gauche de gouvernement et l'instrumentalisation de la progression politique de l'extrême-droite laissent peu de doute sur le fait que le rapport de force est défavorable (du moins en France) pour les forces progressistes et que leur marge de manœuvre est extrêmement limitée. Avant de pouvoir envisager une collaboration avec des élus, fussent-ils de gauche, il y a donc un rapport de force plus favorable à construire : cela passe par des luttes sociales et même, au préalable, par un travail de prise de conscience auprès de ceux et celles qui ont le plus intérêt au progrès social. Ainsi, on peut être un chercheur critique radical, refuser toute coopération avec des instances de pouvoir, sans pour autant être coupé du monde social. Jean-Pierre Garnier ne s'est pas ménagé pour intervenir partout en France auprès de collectifs en lutte sur des questions urbaines, pour les aider dans leur travail de prise de conscience ou dans leurs combats. Comme le politique ne se réduit heureusement pas à la politique institutionnelle de la démocratie bourgeoise, il reste de nombreux espaces de coopération entre chercheurs et chercheuses critiques et militant·es, collectifs d'habitant·es en lutte ou acteurs associatifs et assimilés cherchant à faire advenir une prise de conscience ou à construire des outils intellectuels d'émancipation. Les chercheurs et les chercheuses peuvent contribuer à cela, mais je suis de celles et ceux qui pensent que l'élaboration de stratégies de lutte, révolutionnaires ou réformistes au sens premier du terme, revient aux principaux et principales concerné·es, à ceux et celles qui mènent les luttes. En ce sens, il me semble qu'on ne peut pas reprocher aux chercheurs de ne pas proposer des stratégies d'action (plus que des solutions), même s'il n'est pas interdit d'y réfléchir.

Au terme de cet article, on peut dire qu'il existe une pluralité de points de vue sur la dimension critique des sciences sociales au sein du comité de rédaction d'*Espaces et sociétés*. Cette pluralité s'explique par l'hétérogénéité de ses membres, que ce soit en termes de discipline, d'âge, de genre, de trajectoire sociale ou d'ancienneté dans la revue. Elle trahit en creux l'absence d'accord sur le projet critique de la revue (voire sur l'existence même d'un tel projet). Des désaccords de fond persistent et ils portent à mon sens sur la dimension politique ou non de la critique, sur le lien entre recherche, engagement et transformation sociale. Mais on a vu que cela n'est pas nouveau et que l'évolution de la revue engagée, fondée par Lefebvre, date déjà des années 1980, avec une orientation vers les normes internationales des revues scientifiques. Depuis cette époque, la revue affirme un projet de promotion de l'espace dans les sciences sociales plutôt qu'un projet critique. Malgré tout, le comité de rédaction reste accueillant vis-à-vis des propositions de dossiers qui se veulent critiques, voire engagées. Il est donc encore possible de faire une place aux approches critiques dans la revue, même si celle-ci n'a pas de ligne éditoriale claire en ce sens (et que cela l'empêche de jouer pleinement son rôle au sein des sciences sociales critiques).

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

Que pourrait être un projet critique pour *Espaces et sociétés* ? Je dirais un projet de revue dont le cœur est la dimension spatiale des enjeux sociaux (au sens des inégalités et des injustices sociales, des différents rapports de domination), une revue scientifique engagée qui est aux prises avec les enjeux de la production et de l'appropriation de l'espace aujourd'hui, avec les luttes sociales qui y sont liées, avec, enfin, les débats intellectuels contemporains qui animent les courants de pensée émancipateurs, en y interrogeant en particulier la dimension spatiale des dominations, des inégalités, comme des résistances. Un tel projet suppose un collectif de rédaction plus cohérent en termes de positionnement : sans écraser la pluralité des points de vue, il faudrait au moins des points d'accord minimaux sur ce que peut être une revue critique de la dimension spatiale des sociétés aujourd'hui et sur ce qu'on veut en faire. Ce projet ne peut pas être uniquement intellectuel, il devrait aussi s'incarner dans le fonctionnement de la revue. La cohérence du projet commun pourrait faciliter un fonctionnement plus collectif, attentif aux rapports de domination (même s'ils sont silencieux et peu visibles) qui se jouent dans la recherche elle-même et dans la revue (ne serait-ce qu'en termes de rapports de genre, notamment dans la répartition de la parole).

Bibliographie

Amiot Michel, 1986, *Contre l'État, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France. 1900-1980*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Bihr Alain, 1989, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, Paris, L'Harmattan.

Blanc Maurice, 2001, « La recherche et l'action : un couple heureux ? », *Espaces et sociétés*, nº 101-102, p. 1724.

Bourdieu Pierre, 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.

Cartier Marie, Coutant Isabelle, Siblot Yasmine et Masclet Olivier, 2008, *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.

Espaces et sociétés, 1987, « Présentation du numéro "Bilan et perspectives" », *Espaces et sociétés*, nº 48-49, p. 7-9.

—, 2004, « Avant-propos. Changer d'éditeur et maintenir le cap ! », *Espaces et sociétés*, nº 116-117, p. 7-9.

Garnier Jean-Pierre, 2001, « La critique radicale a-t-elle encore droit de cité ? », *Espaces et sociétés*, nº 101-102, p. 35-56.

—, 2008, « La volonté de non-savoir », *Agone*, nº 38-39, p. 49-70.

Jalabert Guy, 1987, « Élargir les perspectives et poursuivre le débat », Rubrique « Débat sur l'orientation d'*Espaces et sociétés* », *Espaces et sociétés*, nº 48-49, p. 331-335.

Massardier Gilles, 1996, « Les savants les plus "demandés". Expertise, compétences et multipositionnalité. Le cas des géographes dans la politique d'aménagement du territoire », *Politix*, vol. 9, nº 36, p. 163-180.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)

REMY Jean, 1998, *Sociologie urbaine et rurale. L'espace et l'agir*, entretiens et textes présentés par Étienne Leclercq, Paris, L'Harmattan.

REMY Jean, VOYÉ Liliane et SERVAIS Émile, 1978, *Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne*, t. 1, Bruxelles, Vie ouvrière.

TOPALOV Christian, 2013, « Trente ans de sociologie urbaine. Un point de vue français » [en ligne], *Métropolitiques*, [URL : https://www.metropolitiques.eu/Trente-ans-de-sociologie-urbaine.html], consulté le 16 juillet 2019.

© Érès | Téléchargé le 28/06/2023 sur www.cairn.info via Université Gustave Eiffel (IP: 193.50.159.43)